

Affaires extérieures, le premier ministre suppléant proposerait-il au gouvernement de saisir l'occasion unique qu'offre la visite du premier ministre du Royaume-Uni à Lagos pour dire sans ambages au général Gowon ce que pensent les Canadiens de la pratique répugnante d'attaquer les avions de secours?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, la proposition sera sûrement portée à l'attention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'HABITATION

LES DONNÉES STATISTIQUES DE LA SCHL— RÉVISION DE L'OBJECTIF

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant, en sa qualité de ministre chargé de l'habitation, au sujet des données statistiques sur l'habitation au Canada publiées hier par la Société centrale d'hypothèques et de logement. Comme ces chiffres indiquent que la construction de 250,000 logements par an au cours des cinq prochaines années ne rattraperait pas le retard et comme ce chiffre représente 25 p. 100 de plus que les 200,000 logements par an pour les cinq prochaines années recommandés par la Commission d'étude présidée par le ministre, je voudrais lui demander si à la lumière de ce rapport, ses fonctionnaires et lui-même ont l'intention d'accroître le nombre de logements proposés pour les cinq prochaines années et de demander au Parlement les fonds nécessaires pour donner suite à une pareille recommandation.

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je préfère m'occuper de données réalistes. La Commission d'étude a décrit comme objectif minimal un million d'habitations en cinq ans. J'espère personnellement qu'il sera de beaucoup dépassé. Toutefois, mon honorable ami se rendra compte en étudiant le rapport dont il parle que 200,000 unités amélioreront beaucoup la situation de l'habitation au Canada, et toute autre mise en chantier sera un nouveau progrès. Pour le reste, il faudrait avoir accès à des renseignements qui n'ont jamais été méthodiquement classés. En d'autres termes, vous devez savoir combien de gens vivent à plusieurs familles dans des logements unifamiliaux parce qu'ils le préfèrent; il y en a, nous le savons. Nous devons connaître la condition véritable de plusieurs centaines de milliers d'unités déclarées peu satisfaisantes dans la statistique sur l'habitation. J'espère que

nous pourrions obtenir des renseignements plus considérables et plus précis sur ces deux questions au cours des prochains mois afin de connaître quels sont au juste les besoins. Dans l'intervalle, je puis assurer à mon honorable ami que si les chiffres proposés sont atteints, on aura déjà remédié à une bonne partie du problème et grandement amélioré la situation du logement pour les Canadiens. Nous mettrons tout en œuvre...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Comme la Société centrale d'hypothèques et de logement semblait viser à un objectif plus considérable et probablement tout aussi réaliste que celui de la Commission d'étude, le ministre me dirait-il s'il y a eu échange de renseignements entre la Commission et la Société? A-t-on demandé à la Société de faire des recommandations ou de fournir de la documentation? Le ministre serait-il disposé à déposer la correspondance qui aurait pu être échangée entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la Commission d'étude au sujet des objectifs souhaitables?

L'hon. M. Hellyer: Je ne crois pas qu'il y ait eu échange de lettres sur les objectifs envisagés. Nous avons effectivement eu accès à la documentation sur les projets de la Société et autres, que nous avons sollicitée. Notre objectif n'aurait pas été tellement différent, je pense, de celui de la Société, si elle en avait établi un. Le chiffre de 250,000 logements dépasse actuellement les possibilités du pays ou de l'industrie. Dès que nous serons en mesure de le réaliser, j'espère qu'il y aura une politique nationale dans ce sens.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Le ministre me dira-t-il si on a prié la Société centrale d'hypothèques et de logement de proposer un objectif? Si oui, quel était-il?

L'hon. M. Hellyer: Je ne me rappelle pas au juste, mais je sais qu'il n'y a pas de divergence d'opinion appréciable quant aux chiffres que nous avons examinés.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, au sujet du nombre estimatif de logements qui sera requis, le ministre me dirait-il si la Commission d'étude a tenu compte, dans ses calculs, du grand nombre de Canadiens qui devront abandonner leurs fermes faute de politiques agricoles judicieuses de la part du gouvernement?